

David Wagner

Quand la politique devient un métier

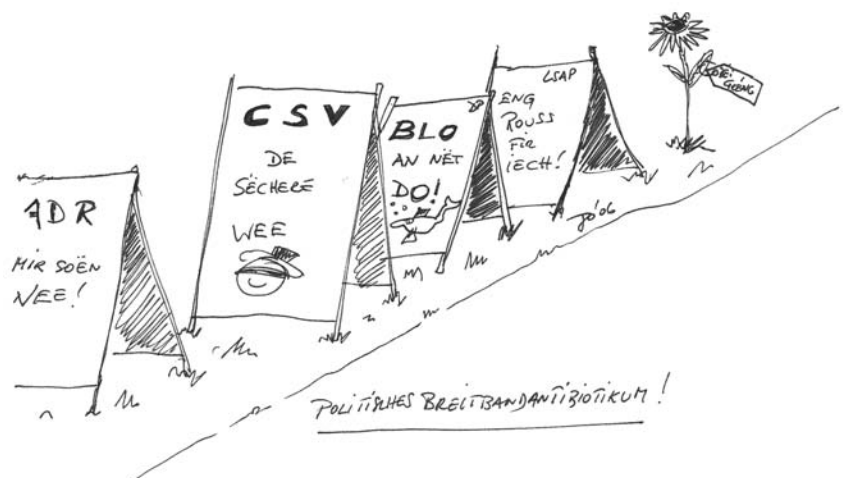
Les instituts de sondage ont leurs questions fétiches. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* en donne la meilleure illustration dans sa double page périodique truffée de statistiques avec son inévitable *ranking* des personnalités politiques les plus en vue. Si l'on peut discuter de la validité de certaines questions posées aux sondés, il en est une qui m'irrite régulièrement, à savoir celle relative aux compétences d'une ou d'un tel. Que peut-on en effet répondre à la question : « Trouvez-vous que la chancelière fait son travail correctement ? » Déjà faudrait-il savoir précisément ce que le sondeur entend par « travail ». Le terme se rapporte-t-il à ses convictions politiques ? A ses capacités à les mettre en œuvre ou à les communiquer correctement ? A son talent d'organisation ? A son zèle et sa capacité d'abattre les dossiers plus rapidement qu'un concurrent ? A sa capacité à atteindre ses objectifs de carrière, à monter en grade ?

Comme si la question ne perturbait déjà pas assez, l'institut de sondage pose la même question au sujet du principal leader de l'opposition. Mais comme un opposant est, par définition, déchu, du moins momentanément, du pouvoir d'exécution politique, il ne peut être jugé selon les mêmes critères. Et encore faudrait-il qu'ils soient explicités !

A titre d'exemple : si l'on venait à me poser cette question en relation, par exemple, avec le ministre Luc Frieden, je ne saurais que répondre. En effet, j'estime que M. Frieden, sans pour autant le connaître personnellement, est un bourreau de travail. Idem pour ses talents de communicateur. Je trouve également qu'il a réussi, jusqu'à présent, une carrière certainement très satisfaisante. Si je me réfère à ces critères, je serais contraint de répondre que oui, je trouve

qu'il fait « un bon travail ». Par contre, il ne me viendrait jamais à l'idée de l'approuver politiquement. Dans le secret de l'isolement, il fait partie de celles et ceux qui ne se voient jamais gratifiés d'un seul de mes suffrages, tant son action politique est aux antipodes de mes propres convictions !

Ce genre de question ne pose donc pas qu'un problème de crédibilité du sondage, qui n'est pas ici le sujet de cet



article. Il pose également le problème de conception même de l'engagement politique. Il part du principe que la politique serait une activité comme une autre, plus qu'une activité, un métier même. Que les partis seraient de grosses entreprises, avec leurs cadres intermédiaires (les élus locaux) et supérieurs (députés et ministres) et les militants, en quelque sorte de simples salariés, à l'exception près qu'ils ne touchent aucune rémunération. Finalement, la population évaluerait, à l'approche des élections, le travail de chaque grosse « boîte » et distribuerait bons et mauvais points. A une époque où les grands partis sont devenus plus ou moins interchangeables, il n'est donc pas étonnant que les critères d'évaluation d'un succès politique se rapprochent de plus en plus de ceux appliqués aux firmes impliquées dans le jeu de la concurrence économique.

Vers l'extérieur, le succès d'un parti est jugé par sa cote de popularité et ses résultats électoraux et non pas sur le fait de savoir s'il réussit à propager et à défendre ses idéaux ou les intérêts des couches ou classes sociales qui lui sont proches. A l'intérieur du parti, l'homme ou la femme politique est considéré-e comme ayant du succès s'il ou elle parvient à se maintenir, voire à se hisser dans la hiérarchie de l'appareil. Son opportunisme, ses retournements de veste ou sa vacuité programmatique ne sont que secondaires.

Il est clair que la professionnalisation de l'action politique n'est rien de nouveau. Elle a souvent répondu, et continue de le faire, à des nécessités objectives. L'exemple du « révolutionnaire professionnel » l'illustre bien. Les bolchéviques auraient-ils été capables de s'emparer de l'appareil d'Etat tsariste en dilettantes, en militant à leurs heures libres ? De manière générale, une organisation politique peut-elle se payer le luxe de s'appuyer exclusivement sur l'engagement bénévole de ses membres, à long terme ? C'est possible, mais elle devra payer le prix d'une perte de visibilité, sera aux prises avec l'essoufflement progressif de ses militants et les cafouillages organisationnels inévitables.

Mais la professionnalisation de la politique en réponse au bon fonctionnement d'une organisation n'a rien à voir avec la conception de « métier » de l'engagement politique. Pire, cette conception dénature les mandats politiques

accordés par le suffrage universel. Car si un métier constitue une activité professionnelle à partir de laquelle on est rémunéré et au sein de laquelle on peut légitimement prétendre à un avancement, la politique ne peut être qu'un engagement citoyen. Evidemment, le système parlementaire permet à celles et ceux qui « décrochent » un mandat de poursuivre leur engagement à plein temps. Mais le problème apparaît à partir du moment où un-e élu-e considère sa première élection dans un parlement comme le début d'une carrière qui pourrait ou devrait aboutir à l'échelon considéré comme étant supérieur, c'est-à-dire à une responsabilité ministérielle.

Si un métier constitue une activité professionnelle à partir de laquelle on est rémunéré et au sein de laquelle on peut légitimement prétendre à un avancement, la politique ne peut être qu'un engagement citoyen.

Envisager l'engagement politique sous cet angle mène à certaines distorsions de cet engagement. Si rien n'empêche l'élu de rester fidèle à ses engagements initiaux, il devra, s'il entend poursuivre sa « carrière » sur le long terme, se sacrifier aux logiques des jeux d'appareils et médiatiques.

On peut repérer trois éléments qui favorisent l'apparition du politicien de carrière :

- la disparition progressive des marges de manœuvre du pouvoir politique ;
- les rapprochements idéologiques des grands appareils politiques, ceux qui sont appelés à gouverner ;
- l'idée reçue que la démocratie ne peut connaître d'autre système que le parlementarisme strict.

Les récents événements sur le marché de l'emploi – fermetures à la chaîne de sites industriels et augmentation du chômage de 0,1 pour cent chaque mois – illustrent à quel point notre système démocratique s'est au fur et à mesure dépossédé activement et passivement des moyens d'exercer son pouvoir. En matière de politique économique et sociale, les représentants politiques se sont trans-

formés spectateurs, en commentateurs, au mieux en pompiers armés de seaux d'eau. L'exemple du LSAP qui propose que l'Administration de l'emploi rembourse les frais d'apprentissage de la conduite automobile aux chômeurs sans permis est caractéristique. C'est une mesure gentille, mais sans plus.

Cette disparition du pouvoir politique va de pair avec un rapprochement idéologique des grands et moyens partis. Face à des problèmes tels que le chômage, la politique du haussement d'épaules prévaut. Lors de débats de fond, voire de système, c'est le syndrome « Tina » (*« There is no alternative »*) qui refait surface. Ceci était particulièrement frappant lors des débats autour du traité constitutionnel européen. La social-démocratie, certainement consciente qu'elle appelait à soutenir un projet qui ne pouvait être qualifié de gauche, adoptait ouvertement cette attitude défaitiste tout en promettant des jours meilleurs par après.

De ce manque de perspective politique découle enfin la conviction que l'institutionnalisme parlementaire constituerait l'aboutissement de la vie démocratique. Or avec une marge de manœuvre politique réduite à la portion congrue et l'effacement progressif des frontières idéologiques entre les partis de pouvoir, comment considérer qu'il n'y a rien au-delà du jeu parlementaire ? Plus loin, peut-on encore parler de représentation populaire légitime et réelle, bien que légale ? Est-il vraiment impossible de penser à étendre la démocratie ?

A quoi sert donc la politique si elle est ainsi dépouillée de ses prérogatives ? Le polémiste posera la question différemment : à qui sert la politique si elle ne sert que ceux qui s'en servent ? Evidemment, des phénomènes de carriérisme politiques sont également antérieurs à l'impuissance du parlementarisme. Mais à partir du moment où l'engagement au sein d'un parti de pouvoir ne constitue plus un risque « historique », où il n'est plus question que d'amélioration de l'image de l'organisation et de ses principaux protagonistes, où les débats s'articulent de plus en plus autour de la question de savoir qui gère mieux et plus efficacement et non plus sur des questions d'orientations fondamentales, il devient plus aisé de concevoir la politique comme un métier, comme une carrière.

Le parti de pouvoir s'accommode donc facilement du rythme de la vie parlementaire. Tous les cinq ans, il doit se préparer à affronter ses concurrents – on ne peut plus vraiment parler d'adversaires – au cours de telle ou telle élection. Il lui faut placer les candidat-e-s qui « rapportent » le plus, engager une agence de communication qui déterminera parfois jusqu'aux sujets à aborder ainsi que les *timings* adéquats, consulter des sondeurs, bref, procéder à de véritables études de marché...

Le vainqueur des élections pourra gratifier ses membres des postes les plus alléchants, tandis que le perdant prendra acte de sa mauvaise « performance » et attendra son tour, au plus tard dans cinq ans. Dans un système politique où les principaux partis sont devenus quasiment interchangeables, une défaite politique ressemble plus à une campagne de publicité malhabile qu'à une occasion ratée de participer au changement de la société. D'ailleurs, il semble tout à fait acquis que des leaders politiques

malchanceux se voient contraints de démissionner, tels des dirigeants d'entreprises qui présentent à leurs action-

Dans un système politique où les principaux partis sont devenus quasiment interchangeables, une défaite politique ressemble plus à une campagne de publicité malhabile qu'à une occasion ratée de participer au changement de la société.

naires de mauvais bilans. « *Win and stay, lose and go* » est un principe appliqué aux entreprises de l'économie libérale, mais n'a pas grand-chose à voir avec l'engagement politique. C'est probablement un corollaire de la conception professionnelle de la politique.

On peut donc établir un lien entre la montée de l'impuissance démocratique et la vision carriériste de la politique. Vouloir vivre de la politique, c'est aussi participer à étouffer la démocratie. Il faudrait donc réfléchir à instaurer des moyens rendant le carriérisme plus difficile, voire impossible, de sorte à ce que l'engagement politique ne cesse d'être une raison en soi : interdire le cumul des mandats ou leurs renouvellements, faciliter les possibilités de révocation de mandats en cours, étendre les champs de participation démocratiques. En gros, il s'agit de démocratiser la politique. Faire en sorte que l'engagement politique devienne une activité évidente pour le plus grand nombre. Mais ceci supposerait bien plus que de simples propositions de réformes institutionnelles. Cela comprendrait une amélioration des politiques sociales et éducatives ainsi qu'une société dans laquelle le travail, pour ceux qui en ont, n'est plus une tâche pénible. Mais pour y parvenir, il faudrait probablement changer de politique...

TRACES DE PARCOURS

» 1996-2006

Pour son dixième anniversaire, le Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain édite *Traces de parcours*, un coffret de cinq DVD avec des films réalisés par Mariette Schiltz documentant les expositions du Casino Luxembourg de mars 1996 à aujourd'hui. Une publication illustrée comprenant des textes de Romain Hilgert (journaliste, Luxembourg), Béatrice Josse (directrice du Frac Lorraine, Metz) et Luk Lambrecht (critique d'art, Bruxelles), ainsi qu'un récapitulatif des expositions et autres manifestations du Casino Luxembourg, permet de passer en revue les activités du Forum depuis son ouverture.

Le coffret (cinq DVD + publication) peut être commandé dès maintenant au Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain au prix de 22 € (plus frais de port*)

* frais de port forfaitaires : 5 € (envoi national), 10 € (envoi international)

Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain B.P. 345 L-2013 Luxembourg
Tél : +352 22 50 45 Fax : +352 22 95 95 www.casino-luxembourg.lu

CASINO  LUXEMBOURG
Forum d'art contemporain